

satellite de façon à ce qu'il dirige ses détecteurs vers certains points particuliers au moment où il se trouve au-dessus des territoires d'application de l'accord et peut-être au-delà. Il est facile d'imaginer les différences qui ressortiront quant aux préférences des divers pays à l'égard des priorités à établir pour l'observation de diverses régions dont certaines seront probablement en dehors des territoires des parties signataires de l'accord.

Analyse et interprétation

La collecte des données n'est que la première étape du processus de vérification. Or, il se peut que l'analyse et l'interprétation de ces données se révèlent plus difficiles et litigieuses. Pratiquant la photographie par satellite depuis 30 ans, les États-Unis et l'Union soviétique ont acquis une vaste expérience de l'analyse et de l'interprétation dont ils ne seront pas disposés à partager les aspects les plus avancés. À mesure que les autres pays lancent et dirigent des satellites de surveillance ayant des capacités sensiblement inférieures à celles des États-Unis et de l'URSS, ils deviendront de plus en plus compétents en analyse et en interprétation, mais il seront fortement tentés de réserver leurs meilleurs spécialistes ainsi que le matériel et les méthodes les plus efficaces à des fins nationales plutôt qu'internationales. Il semble donc que dans certains cas, les perspectives soient meilleures du point de vue des ententes régionales que des ententes mondiales.

L'un des pays les mieux équipés pourrait, lorsque cela lui convient, utiliser les renseignements obtenus à l'aide de son système national pour alerter un ou plusieurs autres pays, ou une organisation collective, quant à l'existence de cibles qui devraient faire l'objet de vérifications. Cela pourrait se produire même si le pays en question n'était pas partie à l'accord multilatéral. Dans de nombreux cas, il pourrait être plus important de savoir où (et quand) regarder que de pouvoir discerner les menus détails.

Pour en arriver à des ententes sur des mesures coopératives de vérification, il faudra concilier le désir de détecter les cas de non-respect, et peut-être d'obtenir d'autres renseignements désirés, avec celui de protéger les secrets nationaux, tant militaires que commerciaux. Il est probable que les participants ne seront pas tous également disposés à permettre aux inspecteurs étrangers de pénétrer dans leurs installations nationales.

